

# **FREESCALE : une attitude inadmissible**

## **Les responsabilités de Freescale :**

La direction de Freescale, inféodée aux fonds d'investissement qui possèdent l'entreprise depuis 2006, conduit l'usine de Toulouse à la fermeture.

Ce massacre industriel va se solder par 821 licenciements d'ici fin 2011.

Cette entreprise a réalisé 40 millions d'euros de bénéfices en 2009, malgré la crise.

La caisse de Freescale monde est bien remplie avec 1,36 milliards de dollars.

Elle recrute des intérimaires pour faire des stocks, elle annonce des heures supplémentaires le lundi de Pâques et envisage la possibilité d'autres heures supplémentaires pour fermer l'usine le plus tôt possible.

Cette direction refuse d'assumer la responsabilité sociale de ses décisions qui ne sont pas justifiées. Les licenciements de 236 salariés en novembre 2009 et de 821 salariés en 2011 sont uniquement liés à des choix stratégiques pour augmenter les bénéfices déjà conséquents de Freescale.

Freescale ne propose aucun reclassement sérieux, Freescale fait du vent en promettant un CDI pour tous les licenciés. Les chiffres du chômage, en augmentation et d'un million de chômeurs en fin de droit en 2010, démontrent l'inconsistance de ses promesses. Ce plan de licenciement n'apporte aucune solution sérieuse pour les personnes menacées de licenciement. Malgré cela, la direction tente un passage en force et refuse toujours toute négociation.

## **La répression envers les salariés qui se défendent :**

- Dès la fin du mouvement de grève de 5 semaines en septembre/octobre 2009, la direction a fait pleuvoir les lettres d'avertissement.

- Un gréviste a été licencié pour faute lourde (non démontrée). Ce licenciement a fait l'objet d'une transaction.

- Un délégué syndical a été placé en mise à pied conservatoire et placé sous le coup d'une procédure de licenciement pour des motifs inconsistants.

L'inspection du travail a rejeté la demande de licenciement.

- Un autre délégué syndical a fait l'objet d'une demande de licenciement dans le cadre d'un PSE qui ne le concernait pas, pour supprimer toute représentation CGT, CFDT au CE et liquider le dernier élu cadre de la CGT. Là aussi il y a eu rejet de l'inspection du travail.

- Ce même délégué fait l'objet d'une nouvelle tentative de licenciement économique. Cela malgré le refus précédent de l'inspection du travail.

- Une salariée, impliquée dans la lutte, est mise à pied et licenciée pour des motifs insignifiants. Sa demande de transaction pour au moins conserver le bénéfice des indemnités de départ dues dans le cadre du PSE reste à ce jour lettre morte.

**Les comportements et choix de l'entreprise sont inacceptables. Freescale malgré ses beaux discours d'éthique, de responsabilité et de respectabilité a des pratiques de patron voyou. Freescale sacrifie nos vies, notre santé, pour tenir ses objectifs de suppression d'emploi pour faire toujours plus de bénéfice.**

**C'est la lutte de l'humain contre les profits à 2 chiffres.**

**NON A LA REPRESSION  
NON AUX LICENCIEMENTS**